

OUVERTURE DU PROCÈS DE L'ASSASSINAT DE MATOUB

Les accusés nient les faits

Le procès pour appartenance à groupe armé et complicité de meurtre de Mehieddine Chenoui dit Abdelhadi et Malik Medjnoun a débuté hier, au tribunal criminel de Tizi-Ouzou. Perturbé à plusieurs reprises par la famille Matoub, notamment par Malika la sœur de Matoub Lounès, le chanteur engagé, assassiné en 1998, le président du tribunal est allé jusqu'à menacer cette dernière de recourir au huis clos.

A peine la séance ouverte, la sœur du Rebelle assassiné, et à l'annonce, par le président du tribunal, des noms des accusés, Malika Matoub se met debout et crie à la face du magistrat, «amenez Nordine» (Nordine Aït Hamouda, Ndlr), avant qu'elle ne sera suivie par sa mère, Na Aldjia, la vingtaine d'adhérents de la Fondation Matoub Lounès, venus la soutenir et de Bélaïd Abrika. Pour ne pas envenimer les choses, les magistrats se sont retirés pour revenir, presque deux heures après.

«C'est une honte pour la justice algérienne, vous voulez juger deux personnes amenées de je ne sais d'où, alors que les commanditaires et les auteurs ne sont pas présents aujourd'hui», lance la sœur du chanteur assassiné.

Et au président de lui répondre : «Les accusés ont droit à un procès, c'est un droit constitutionnel.» Et d'ajouter : «Leur comparution, aujourd'hui, n'est qu'une étape de l'affaire de l'assassinat de Matoub.» Devant la énième perturbation de la séance, le président du tribunal sort de sa réserve et menace, à maintes fois, de recourir

au huis clos et d'appliquer la loi dans toute sa rigueur.

Pour l'avocat de Malik Medjnoun, M^e Aït Habib, «on veut un procès équitable.

Le président nous a assuré que le procès va se tenir. C'est le procès de Chenoui et Medjnoun et non celui de Matoub Lounès», nous dit-il en aparté.

Allant dans le même sens, M^e Salah Hannoun, avocat de Nadia, la veuve du Rebelle et de ses sœurs, Farida Brahmi et Ouarda Brahmi, présentes dans la voiture de Matoub Lounès au moment de l'attentat dira : «C'est un procès politique, il faut que les accusés soient jugés pour passer à autre chose. Nous aussi, on



Matoub Lounès.

veut savoir la vérité», nous dit-il en aparté.

De son côté, la défense de la partie civile déplore «la non-exécution de la décision du 9 juillet 2008.

L'on se rappelle que le procès allait s'ouvrir ce jour-là avant que la famille Matoub ne demande un complément d'enquête et pré-

sente une liste de 52 noms, qu'elle juge être des témoins de l'affaire».

Le président du tribunal, pour le procès de Chenoui et Medjnoun, a fait appel à 25 témoins.

«S'il n'y a pas la présence de Hattab et des commanditaires, il n'y aura pas de procès», ou encore, «Libérez

Chenoui et Medjnoun», ne cessait de lancer la sœur de Lounès. Il faut préciser que la fetwa, émise par Abou Mossaâb Dichou, un émir du GSPC, condamnant à mort Matoub pour «les propos qu'il tenait», ont laissé tous ceux qui ont intervenu à chaud, après le lâche assassinat,

d'accuser Hassen Hattab.

Devant la énième menace du président de la cour, allant jusqu'à dire qu'il n'accepte aucune pression venant de n'importe quelle partie, le procès a repris.

Pour Chenoui qui a reconnu son appartenance aux groupes armés et ses activités terroristes, huit ans durant, dans la région de Tizi-Ouzou, nie avoir participé, d'une façon ou d'une autre à l'assassinat.

Par contre, pour le deuxième prévenu, Medjnoun, il nie même avoir appartenu, à un groupe terroriste. Quant à l'assassinat de Matoub, «je suis originaire de Béni-Douala, comment voulez-vous que je tue un enfant de ma région».

Jusqu'à l'heure actuelle, les témoins sont appelés à la barre et à ce rythme, le procès des prévenus qui ont déjà passé 12 ans en prison risque de durer.

K. Bougdal

LES TRACTATIONS AVEC LA WILAYA DE TIZI OUZOU N'ONT PAS ABOUTI

Statu quo chez les transporteurs routiers

Les négociations entre les autorités locales et les 400 transporteurs routiers de la wilaya de Tizi-Ouzou, en grève depuis le 24 juin dernier, n'ont abouti à rien de concret, sinon à une promesse d'étudier la possibilité de rouvrir l'ancienne gare du centre-ville. Les transporteurs grévistes vont-ils paralyser le centre du pays comme prévu ou attendre la réponse du wali ?

Mehdi Mehenni - **Alger (Le Soir)** - Comme prévu, le SG de la wilaya de Tizi-Ouzou ainsi que le directeur des transports se sont réunis hier avec les 400 transporteurs grévistes. Pour ces derniers, la réouverture de l'ancienne gare du centre-ville reste indiscutable.

La commission installée par le wali pour suivre ce dossier s'est retirée hier en fin d'après-midi pour étudier cette condition.

L'appel lancé hier matin par la Fédération nationale des transporteurs de voyageurs et marchandises (UGCAA)

pour le gel de la grève prévue aujourd'hui dans les wilayas du centre du pays (Béjaïa, Bordj Bou Arréridj, Bouira, Boumerdès, Blida, Alger, Chlef, Aïn Defla, Tipasa), en guise de soutien aux transporteurs routiers de Tizi-Ouzou, a, en quelque sorte, dérouté tout le monde.

Contactés hier en fin d'après-midi, les transporteurs, qui étaient au départ d'accord pour lancer ce mouvement de protestation grandiose, ont tenu un autre langage.

Certains préfèrent attendre l'aboutisse-



Les transporteurs campent sur leurs positions.

ment des négociations en cours, d'autres ne veulent rien savoir et appellent au débrayage.

De son côté, l'Union nationale des transporteurs (UNAT), le représentant principal des transporteurs grévistes, n'a formulé aucune décision claire préférant attendre la réponse

finale du wali qui hier en fin d'après-midi était encore en consultation avec la commission qu'il a chargée de suivre le dossier.

Pour rappel, ce bras de fer fait suite à la fermeture de la gare routière de Tizi-Ouzou-ville par les autorités locales. Refusant de rejoindre la nouvelle

gare ferroviaire de Kaf Ennaâdja, les 400 transporteurs de Tizi-Ouzou sont rentrés en grève le 24 juin dernier. Recevant le soutien des transporteurs de dix wilayas du centre du pays, ces derniers envisageaient une démonstration de force pour aujourd'hui.

M. M.

Karim Tabou nous écrit

Dans votre édition du lundi 18 juillet 2011, votre journaliste Kaci Moussa m'a attribué des propos que je n'ai jamais tenus lors du meeting populaire animé samedi 17 juillet à Tizi Gheniff, dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Je n'ai, à aucun moment, déclaré que «le pouvoir algérien a financé la guerre en Libye», j'ai juste souligné l'ambiguïté de la position algérienne dans le conflit libyen.